front libertaire
des luttes de classes

MAI N°53 EDITE PAR L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE 3F.

LA CHASSE AUX SORCIERES

Réveillez-vous, bonnes gens, les anarchistes sont de retour, une bombe dans une main et un révolver dans l'autre. Le péril noir menace la France. Heureusement Mr. Poniatowski est là pour sauver la République.

Et oui, çà continue ! Après " l'attentat " contre le Prince à Toulouse, les "explosions" du "commando" Baader-Meinhoff et les campagnes anti-anarchistes qui suivirent, voici que le PDG du Crédit Lyonnais est assassiné ... par un anarchiste, bien sûr. Du moins, c'est ce que prétend Mr. Poniatowski et, faisant choeur avec lui, sa presse. Cette presse pourrie, raciste, qui défend si bien les intérets du capitalisme en distillant la haine et un parfum de fascisme.

Quelle aubaine ! Un patron assassiné. Comment résister à la tentation de faire retomber la responsabilité du meurtre sur les révolutionnaires (sur les anarchistes particulièrement. On sait bien que ce sont les boucs emissaires idéaux), alors que la montée des luttes ouvrières inquiète. Et c'est là où se trouve le véritable motif de cette campagne pousse-au-crime menée par le pouvoir et son flic de service Poniatowski contre les révolutionnaires et la classe ouvrière Aujourd'hui, les travailleurs disent non à l'ordre capitaliste ; les appelés refusent l'encasernement, les immigrés refusent les expulsions , les femmes luttent, les étudiants revendiquent. Le 1er Mai, des milliers de manifestants criaient qu'ils ne voulaient pas attendre les élections pour changer la vie. Çà fait peur au Pouvoir. Heureusement Mr; Poniatowski-Zorro est là faisant feu de tous côtés.

Il fera peur aux Français pour que ceux-ci ressentent le besoin d'un homme fort et pourquoi pas lui(mais finalement Mr. Poniatowski, de qui les Français ont ils le plus peur ?). Il prendra des mesures policières fascistes copiées sur celles de l'Allemagne du " socialiste"" Smidt qu'il admire tant. Et les stades sont au bout. Il ne fera pas bon, en France d'être ouvrier révolutionnaire, militant , syndicaliste , objecteur de conscience,homosexuel ou tout simplement de porter les cheveux longs. Ecoutons le Prince parler: le gouvernement va mettre " un terme aux actions conduites par des semi-anarchistes (sic) et semi-gauchistes (resic) grâce à des mesures appropriées " qui donneront " les mêmes résultats tout aussi positifs " que ceux obtenus contre la criminalité. Attention camarades votre peau risque de ne pas valoir cher. Souvenez-vous du Thélème.

Mr. Poniatowski fait consciemment l'amalgame anarchistes-bandits. Mais qu'il apprenne que les libertaires n'ont jamais été partisans du terrorisme.Les libertaires lutteent pour l'émancipation de la classe ouvrière et son auto-organisation, seules conditions valables pour en finir avec tout système d'exploitation qu'il soit capitaliste ou socialiste. Mr Poniatowski a peur de voir les travailleurs affaires en main
leurs prendre leurs affaires en main, sans besoin de chefs, de voir les idées libertaires faire leur chemin. Mr Poniatowski a peur de voir son monde disparaitre. Mr Poniatowski va frapper.

Mais qu'il sache aussi que d'autres avant lui ont essayé, de Cronstadt à Barcelone, de faire disparaitre les anarchistes. Peine perdue, les anarchistes sont toujours là comme ils le seront après Mr Poniatowski.

Le ministre de l'Intérieur essaie de faire peur aux Français avec les " actes terroristes d'isolés". Mais les Français ne sont pas dupes. Ils savent très bien que la violence est engendrée par le système même et qu'il ne s'en prive pas d'ailleurs de la pratiquer toud les jours. Combien d'ouvriers meurent-ils, par an, Mr Poniatowski, tués par la machine-travail ? Combien de crânes d'étudiants brisés à la faculté d'Assas, par les nazillons que vous protégez? Combien de soldats morts dans les marches forcées et autres stupides manoeuvres ? Hénin-Liétard, çà vous dit quelque chose ? et Charonne? et Clérieux ? Vous souvenez vous de Gilles Tautin ? Et de Pierre Overney? Tiens au fait qu'est devenu son assassin? Il est vrai que ce n'était pas un meurtre de patron. Pensez-vous toujours Mr Poniacowski que les Français soient dupes ?

Face à la violence étatique, nous ne répondrons pas par la violence isolée, mais nous continuerons le travail de masse, jusqu'à l'auto-organisation de la classe ouvrière et la disparition de votre monde, Mr Poniatowski.

front libertaire
des luttes de classes

33, rue des Vignoles
75020 PARIS
Tel: 370 46 86

ABONNEMENTS

FRANCE
10 n° plis ouverts : 25f
— plis fermés : 51f
ETRANGER
10 n° plis ouverts : 30f
— — fermés : 60f
DIFFUSION
5 ex. pendant 10 n° : 110f
10 — — — : 220f

pour tout changement d'adresse joindre 1,50f en timbres

CCP FRONT LIBERTAIRE
33 907 40 La Source

PERMANENCE tous les jours
33 rue des vignoles 75020 paris
région nord (même adresse)
région sud
GERMINAL 19 rue des Suisses
13200. ARLES

IL SUFFIRAIT DE PRESQUE RIEN.
FL a comme toute la presse révolutionnaire des difficultés financières, et ceci d'une manière permanente. FL ne vit que par la vente militante et les ABONNEMENTS. Alors camarade, si tu penses que Front Libertaire commence à avoir une raison d'exister ABONNES-TOI. Remplir un CCP ou un chèque ce n'est tout de même pas un gros boulot. Oui, il suffirait de presque rien.

Merci à l'avance.

FL commence à répondre à sa vocation ; c'est à dire qu'il n'est plus seulement écrit par des militants de l'ORA mais par ceux qui luttent dans un projet similaire.
Mais ces camarades qui nous écrivent (et ceux de l'ORA compris) ont tendance à vouloir tout dire dans un article. Ces articles sont souvent trop longs, cela rend le journal lourd. Et comme on hésite vachement pour couper dans un article on demande aux camarades s'il est possible de dire ce qu'on pense en moins de place, cela permettra de mettre plus de choses, cela rendre le journal plus vivant.

EDIT 71 : une imprimerie. Une imprimerie où travaillent des camarades ; les imprimeurs sont beaux, intelligents et il y a Edit qui vous fait des prix les moins chers que je connaisse.
Alors si tu, ou vous, êtes dans un lycée, une entreprise, un quartier etc ne t'arrêtes pas au problème financier si tu as quelque chose à dire, viens voir Edit, elle est là pour être un outil à ton expression.
EDIT 71-9, rue Auguste Métivier 75020 PARIS (Métro Père Lachaise).

LISEZ
front libertaire
DES LUTTES DE CLASSES
33 RUE DES VIGNOLES PARIS 20

FL VA A NOUVEAU ETRE DIFFUSÉ PAR LES N.M.P.P. ; LE BUT EST DE LE FAIRE CONNAITRE LÀ OÙ N'EXISTENT PAS ENCORE DE GROUPES DIFFUSEURS, ET AUSSI DE PERMETTRE UNE DIFFUSION PLUS REGULIÈRE.
AUSSI, NOUS DEMANDONS A TOUS LES CAMARADES QUI VOUDRAIENT DONNER UN COUP DE MAIN POUR LA PROPAGANDE DE FL, DE COLLER LES BANDEAUX QUI ONT ETE IMPRIMÉS POUR ANNONCER LA DIFFUSION DANS LES KIOSQUES.
ILS SONT DISPONIBLES AU 33, RUE DES VIGNOLES. PASSEZ OU ECRIVEZ, ON VOUS LES ENVERRA.
D'AVANCE, MERCI.

VIENT DE PARAITRE !

DOCUMENT n°13 (ronéoté)
PORTUGAL !
Traduction de textes de journaux révolutionnaires Portugais :
Evolution de la situation économique et politique depuis deux ans. Perspectives.
4 fr 50 pages

ET ENCORE :
éléments pour une analyse
portugal

de l'antifascisme à l'affrontement de classes
documents rouge & noir 7
3 fr 42 pages

VITE FAIT SUR LE ZING

MANIFESTATION DU 1er MAI.
La manifestations de l'après-midi était sans aucun doute un grand rassemblement, une grande démonstration de force, mais quelle tristesse ! C'était à se demander si ces manifestations ne sont pas là pour étouffer la combativité ouvrière.
Le matin, FO sortait dans la rue depuis 20 ans, cà ne s'était jamais vu. Les militants qui étaient présents ne savaient même pas quoi scander comme mots d'ordre. Derrière son cul, la Fédération Anarchiste, une centaine de militants environ ; là on savait quoi scander. Les mêmes mots d'ordre qu'en 75-74-73-72-71-70 etc... Les luttes actuelles n'étaient pas présentes.

On peut se demander pourquoi ceux qui nous dénonçaient quand nous manifestions avec les gauchistes se trouvaient au cul de Bergeron. FO serait-il devenu autre chose qu'un syndicat de collaboration de classe à la merci du patronat ? Bergeron ne serait plus celui qui trahit quotidiennement la classe ouvrière ?
Participer l'après-midi pouvait encore se discuter, car bon nombre de travailleurs en lutte y étaient présents ; certes c'était encore être au cul de la CFDT et de la CGT. Mais également avec 150.000 travailleurs pour le moins. Je ne dis pas qu'il fallait y aller, mais que cette participation était discutable.
Pour celle de FO c'était inadmissible pour des anarchistes ; je préfère pour ma part me dire que ces camarades ne se sont pas rendu compte de leurs actes sur le plan politique.

LES TRAVAILLEURS DES WAGONS-LITS PASSENT A L'ACTION DIRECTE

La Compagnie Internationale des Wagons-Lits (CIWL) est une multinationale partageant ses actvités en 4 grands secteurs :
- secteur ferroviaire
- secteur touristique (en association avec COOK)
- secteur restauration
- secteur hôtellerie

Elle emploi en gros 23.000 personnes en Europe mais aussi en Afrique, Amérique du Sud, Asie.
Pour son seul secteur ferroviaire, la CIWL a réalisé en 1974 un chiffre d'affaires de 4.925.000.000 de FRANCS BELGES (étant déclarée de droit en Belgique).
Pourtant, comme le prouve le témoignage ci-dessus écrit par un travailleur de la CIWL, la Compagnie se soucie beaucoup plus de sa clientèle aisée que de son personnel.

La CIWL forme depuis sa création, il y a 100 ans, le premier trust international des places couchées sur les trains de nuit et emploie dans chaque catégorie de son personnel, tant roulant (Wagons-Lits, Wagons Restaurant...) que sédentaire, un véritable Marché Commun pour ce qui est des nationalités.
Or, ce personnel ne bénéficie pas des mêmes avantages sociaux ni des mêmes conditions de travail d'un pays à un autre, pas même du même âge de départ en retraite (ex : 60 ans en France, 65 en Belgique..).
Il a fallu en France que la *qualité* de la clientèle change, donc que les pourboires tombent à la verticale, pour que l'on envisage chez les conducteurs (NB : le *conducteur* est le responsable d'une voiture-lits) une lutte qui aboutirait ou devrait aboutir à compenser le manque à gagner par une augmentation de salaires.
Dans ce domaine, jusqu'en 1974, la CIWL s'abritait derrière la SNCF en appliquant les pourcentages d'augmentation donnés aux agents de chemin de fer.
Depuis bientôt 1 an, les augmentations parallèles ne sont plus appliquées et les salaires plafonnent. En 1976, l'écart est important et les délégués syndicaux CGT et CFDT (FO est ultra minoritaire chez les roulants) se sont vus déclarer qu'en 1980 la CIWL passerait tout son personnel (comme elle l'a déjà fait avec les 3/4 de son matériel) au Pool des Chemins de fer et à la SNCF pour la France. Ainsi, suite au retard acquis, le personnel sera nettement en dessous de l'échelle SNCF.

AU NOM DE LA RENTABILITE...
La Compagnie supprime au nom de la rentabilité les services Wagons-Restaurant et de ce fait elle impose à son personnel Conducteur un accroîssement de travail dans des W.L certes de plus en plus modernes mais non adaptés ou adaptables pour la confection des petits-déjeuners ou services de restauration froide. Les délégations syndicales peuvent protester,demander des améliorations etc... On promet, on délégue des contrôleurs qui sont le plus souvent des *petits-chefs* jouant le rôle de chiens de garde, dénonçant le personnel par exemple lorsqu'un

PTT l'aller-r'tour

BULLETIN DES COMMUNISTES LIBERTAIRES D'INTER ARCHIVES/TURBIGO

N°23

Les salaires, les conditions de travail, l'auxiliariat, les mutations, ... Les motifs de mécontentements ne manquent pas. Tout le monde en est conscient et chacun veut lutter, améliorer le quotidien. Il y a, bien sûr, des idées diverses sur les revendications (la réduction du temps de travail ou la titularisation par exemple), et sur les formes d'action, mais une chose nous est commune : la volonté de faire aboutir nos revendications face à un ennemi commun : l'Etat-patron.

OR, QUE CONSTATE-T-ON AUJOURD'HUI ?
Dans la plupart des cas, aussi bien pour ce qui concerne les revendications que pour les actions à mener, c'est un petit groupe qui, se substituant à la majorité, prend les décisions (que ce soit volontaire ou non). C'est que pour nombre d'entre nous, les contraintes de la vie que nous impose l'exploitation capitaliste (logements lointains, transports archaïques,... s'ajoutent à la fatigue du travail) rendent difficile une prise en charge collective des revendications et des luttes à mener.

THOMSON ACHETE L.M.T. ET ERICSSON

Le gouvernement français a décidé d'intensifier l'équipement en téléphone. Plus de 100 milliards de francs lourds, tel est le budget prévu. Une véritable manne pour les commanditaires Thomson, ITT et la CGE.

La *francisation*

ITT a vraiment trop mauvaise presse (responsable du coup d'Etat au Chili, par ex.) et puis, dans le cadre d'une indépendance nationale tous azimuts, le gouvernement ne peut pas donner, trop visiblement en tout cas, le marché de l'équipement téléphonique à une multinationale américaine.

Il manquait à Thomson, entreprise française, un débouché sûr et important dans l'électronique.

Tout cela permet, sous la tutelle des technocrates gouvernementaux, une restructuration dans cette branche, conforme aux intérêts du Capital :

- Thomson achète une des filiales ITT : Le Matériel Téléphonique (LMT) et Ericsson-France (filiale du groupe suédois) et devient le leader des centraux électro-mécaniques (*Crossbar* et bientôt *Metaconta*)
- ITT, en contrepartie, reçoit près d'un milliard de francs lourds de Thomson, se fait améliorer la part de son autre filiale : la C.G.C.T., dans le marché des *Metaconta* et s'assure une part importante des centraux *tout-électronique* , et surtout une part importante de l'exportation *française* (où la CGCT est déjà bien placée)

Dans l'Ouest, l'exemple de Laval

Thomson devient le plus grand employeur privé de l'Ouest, sans même compter la multitude des sous-traitants de toutes sortes. Pourquoi ITT s'était-il installé dans l'Ouest ?

- achats de terrain à bon marché (1 F. le m2 à Laval)
- récupération des primes de décentralisation et de création d'emplois
- utilisation d'une main-d'œuvre rurale à la recherche d'emplois, peu exigeante et sans tradition de luttes

A Laval, ville moyenne bourgeoise, Thomson exploitera directement 4000 personnes et fera la pluie et le beau temps. En effet, en plus des trois usines LMT et une THOMSON-CSF, il controlera de nombreuses usines sous-traitantes, et essaiera de restructurer à son gré.

Déjà, à LMT, une grande partie du travail qualifié a été transférée à l'usine de Nantes (et l'usine de Redon est encore vide), cela confirme la volonté de LMT de n'avoir qu'une unité de production à Laval : une très grande production de travail d'O.S. Le rachat par Thomson ne peut qu'accentuer ce phénomène et aura donc de graves répercussions sur l'emploi.

Mais les travailleurs lavallois ne tiennent pas à faire les frais de la restucturation du Capital. Ils sauront le démontrer.

Libertarian STRUGGLE
for Workers' Power

13, Coltman Street, Hull.
G.B.

BEFREIUNG
anarchistische zeitung

Postfach 250263
5 KOLN 1
R.F.A.

TOUS A LA FOIRE D'ARLES LE 20 MAI

BERGERS sans travail, venez montrer vos belles dents et vos beaux souliers à **LA FOIRE AUX ESCLAVES !**

Rentrez dans le troupeau des sans boulot, parait que c'est ici qu'on embauche.

Suffit de faire *bêee* et de baisser la tête.

ENGAGEZ-VOUS - RENGAGEZ-VOUS - VOUS VERREZ DU PAYS

Bien sûr, vous n'aurez ni congés, ni week-end, ni heures supplémentaires payées, ni droit de grève !...

Mais il faut savoir choisir : ici c'est le folklore transhumant (ou à domicile) et on la ferme !

de toute façon, comme 9 fois sur 10, c'est du boulot au noir et qu'il y a de plus en plus de stagiaires, tout gentils, qui ne demandent qu'à être nourris et logés pour pouvoir voir du pays ... on la ferme !

mais nous, ça nous fait chier et on a envie de ne plus être pris pour des moutons !

ON VEUT LE DROIT DE BOUFFER ET DE GUEULER COMME TOUT CITOYEN :

- immigré ou français, le travail demandé est le même : les conditions aussi doivent être les mêmes.
- les femmes-bergers doivent avoir le droit au travail et à la parole autant que les hommes.
- les jeunes ne veulent plus s'entendre répéter sans cesse qu'ils n'ont pas d'expérience, et qu'ils doivent donc être sous-payés.
- que l'on soit marié ou pas, chevelu ou rasé, cela ne regarde que l'employé et non l'employeur !

Et tout ça, même si le fond de l'air est frais et les édelweiss (ou la mer) tout près !

Il n'est plus question de dire *bêee* comme on nous l'a appris à l'école, puis à l'armée.

Savez-vous qu'il existe des CONVENTIONS COLLECTIVES pour les ouvriers agricoles, et des spéciales pour les bergers ?

eh oui ! on peut même s'en servir contre les patrons exploiteurs, à conditions, bien sûr DE NE PAS S'EMBAUCHER AU NOIR - ET D'AVOIR UN CONTRAT ECRIT.

Pardine !

ALLEZ, BERGERS, VALETS SUREXPLOITÉS, NE DISONS PLUS *BEEE !*

NI LE 20 MAI 1976
NI PLUS JAMAIS
POUR DÉFENDRE NOS DROITS
UNISSONS-NOUS
(Front de libération des bergers)
Mas Casot 66 AMELIE LES BAINS

CINQ LIBERTAIRES TOULOUSAINS DANS LES PRISONS DU *LIBERAL* GISCARD ...

Arrêter un train pour nous expliquer peut paraître dérisoire et hors de propos. Mais on connait les mécanismes de l'information, la façon dont sont passés sous silence tous les évènements importants au profit des faits divers spectaculaires, la façon dont la grande presse déforme, minimise, récupère toutes les formes de lutte et de révolte, les motivations de tels actes apparaissent plus clairement. Messieurs les journalistes, voici du *spectaculaire* ! A vous d'*informer* avec toutes les explications en mains. Ce n'est plus le manque de données qui peut vous amener à écrire des *erreurs*, on vous fourni l'alibi *fait divers* pour justifier votre éventuel intérêt. Alors, au travail ...

Le capital modernise son appareil légaliste pour réprimer, légitimer l'arbitraire, instaurer la délation comme pratique courante, épier, immatriculer systématiquement tout individu, anesthésier toute contestation.

Les démocraties européennes ne cessent de coopérer dans la recherche de nouvelles structures répressives pour le maintien de l'ORDRE.

- Lois anti-terroristes en Angleterre,
- Lois d'urgence en R.F.A., qui ne laissent même plus un faux-semblant de démocratie.
- La France ayant quelques longueurs de retard dans la chasse aux sorcières, régénère son appareil juridico-policier à coups de lois liberticides, d'arrestations arbitraires. C'est dans cette ambiance, destinée à criminaliser les délits politiques, que les GARI passent de la Cour de Sureté de l'Etat aux Assises.

Depuis 19 mois, 3 camarades des GARI, Mario INES-TORRES, Michel CAMILLERI Jean-Marc ROUILLAN, sont incarcérés à la prison de la Santé. Leur crime, c'est d'avoir voulu empêcher que leurs camarades Oriol Solé et Pons Llobet soient garrotés par le gouvernement espagnol. C'est d'être intervenus pratiquement contre la violence fasciste qui venait d'assassiner leur camarade Salvador Puig Antich, en s'attaquant aux relations économiques franco-espagnoles.

Pour les GARI, la Cour de Sûreté de l'Etat permettait des interventions rapides, droit de perquisition n'importe où et n'importe quand, arrestations de militants pour simple délit d'opinion, six jours de garde à vue, tout cela sans possibilité de recours ...

Elle permettait aussi à cette époque de faire plaisir au régime franquiste en lui neutralisant ses opposants, tout en favorisant pour la France ses ventes de matériel militaire. Echange de bons procédés entre pays voisins, du style : *tu m'achètes ma soupe, je te calme tes opposants*.

Mais pour la France, grande marchande de *liberté d'expression*, continuer à se faire remarquer en gardant des prisonniers politiques devenait gênant. Le dossier GARI passa donc du tiroir Cour de Sûreté de l'Etat à celui Cour d'Assises. L'image de marque est sauvée, l'affaire est dépolitisée, et les trois anarchistes vont en prendre plein la gueule sans que personne ne s'indigne.

Le nouveau juge d'Assises, PIA, entièrement manipulé par le Ministre de l'Intérieur, reprenait au début toute l'instruction, en séparant les faits reprochés, pour alourdir au maximum les condamnations.

Parallèlement à cette manœuvre politico-juridique destinée à cacher les véritables motivations des trois libertaires des GARI, une campagne de presse était orchestrée par Ponia après la mort de deux camarades sur le campus de Rangueil. Comme d'habitude la mort de deux copains servit aux journeaux pour vendre leurs mensonges et traîner dans la boue les milieux libertaires.

Les flics se servirent du prétexte pour arrêter et ficher de nombreux anarchistes (pistolet dans le dos et menottes aux poings), pour essayer de leur mettre sur le dos la mort du CRS Legoff (tué à Montredon), pour inculper une jeune libertaire, Sylvie PORTE, dont le crime est d'avoir été l'amie d'une des deux victimes. Depuis près de deux mois, elle est incarcérée à la prison St Michel à Toulouse, sans autre motif ...

Cette campagne n'était pas terminée que Bernard REGLAT, de l'imprimerie 34, était arrêté par la SRJP de Toulouse à la suite d'un article du monde qui le déclarait en fuite. Comme dans le cas de Sylvie, les flics se servirent de certaines astuces commodes du Code Pénal, obscures pour le commun des mortels, mais dont l'efficacité s'est concrétisée chaque fois par une semaine d'isolement, sans possibiliter de contacter un avocat ...

Bernard attend à la Santé, comme Sylvie à St Michel, comme les trois des GARI, comme des milliers d'autres dans les prisons, dans les asiles ou dans les bagnes, qu'importent les noms qu'on leur donne et sous lesquels ils se cachent.

Mais si eux à l'intérieur n'ont que la possibilité d'attendre, nous à l'extérieur pouvons faire beaucoup pour eux, en expliquant leurs véritables motivations politiques, les magouilles par lesquelles le pouvoir veut faire taire ceux qui refusent l'exploitation, ceux qui refusent d'être des moutons, d'être enchaînés toute leur vie à l'aliénation quotidienne.

TOULOUSE le 8/V/76

TRIBUNAL DE NANTERRE : REVOCATION TOTALE DU SURSIS DE JEAN LAPEYRIE

Malgré l'importance de l'enjeu, (13 mois d'emprisonnement) la 18ème chambre du Tribunal de Nanterre a siégé en Chambre du Conseil, et non en audience publique, sous la présidence de Monsieur BOUCHE, pour statuer sur la demande de révocation de sursis de Jean LAPEYRIE formulée le 29 avril 76 par Monsieur FRANCES-MAGRE, juge de l'application des peines remplaçant.

Jean LAPEYRIE doit être un homme qui fait peur : pas moins de 20 policiers en tenue, et une douzaine en civil, dans la salle d'audience, les couloirs, les ascenseurs... Contraste évident avec les témoignages de Claude MAURIAC et Serge LIVROZET, qui disent ses qualités de cœur, son altruisme, sa combativité pour les prisonniers, sa lutte pour l'innocence d'AGRET, son désintéressement, bien que Serge LIVROZET ait eu des difficultés à s'exprimer : le président ne voulant pas entendre un repris de justice ! Il semble que cette fois encore, (comme le 20 mai 75) le Tribunal de Nanterre *voulait sa peau*, comme cela aurait été dit. C'est presqu'une question d'honneur. Le 28 mars 75 en effet ce même Tribunal l'avait condamné pour des faits mineurs, à la peine de 3 mois de prison, entraînant par là automatiquement la révocation de son sursis. Mais la Cour d'appel de Paris avait déjugé Nanterre et ramené la peine à 2 mois : ce qui laissait à Jean le sursis.

C'était aujourd'hui, disons le match retour. Le Président ne veut savoir qu'une chose : les victimes (pauvres victimes que la Samaritaine, le Printemps, Uniprix, en effet et pas capable de se faire rembourser elles-mêmes, si elles le veulent !) ont-elles été indemnisées, oui ou non ? Le Président, tellement préoccupé de ces grands magasins envisage même un instant, pendant les témoignages de Claude MAURIAC et Serge LIVROZET le paiement par le CAP ou par les amis de LAPEYRIE. Mais LAPEYRIE allait accepter ? *je refuse de répondre pour l'instant à cette question* répond-t-il.

Sur une question de la défense, on s'aperçoit que l'obligation de réparer les dommages causés par l'infraction n'a été formulée que deux fois à un an de distance dans des termes généraux, et sous forme d'ultimatum, suivi la seconde fois d'une arrestation séance tenante, alors que les textes imposent au Juge d'application des peines une concertation *éducative et progressive* ainsi que l'explique Christian REVON, avocat.

Ce point de droit qui aurait pu être décisif, aux dires de nombreux jeunes avocats, venus par sympathie pour LAPEYRIE, et meubler le vide de cette audience secrète (ils étaient le seul *public* accepté avec la quinzaine de policiers...) pesait de peu de poids devant une double détermination : celle des juges de condamner, celle de LAPEYRIE de ne pas céder. *Je demande au Tribunal de casser mon sursis et d'exécuter la peine, pour me libérer de la tutelle répressive et hypocrite du Juge d'application des peines. Actez !* lance la président furieux à la greffière en quittant la salle, dans ce bon vieux français du 17ème.

LAPEYRIE, un homme dangereux à enfermer ? La Cour d'Appel de Paris sera de nouveau amenée à trancher : souhaitons qu'elle le fasse sans tenir compte des *passions* du Tribunal de Nanterre.

Compte-rendu de l'audience du 7 mai à Nanterre, faite par un des rares témoins : l'avocat.

GEISEL HOTE DE GISCARD

Lundi soir, GISCARD offrait un dîner (135 couverts) au Général GEISEL (en visite jusqu'au 28 avril), **DICTATEUR MILITAIRE du BRESIL.**
De nombreux discours soulignaient le *PARALLELISME de VUE* des deux Pays sur les Grands problèmes du monde
Il s'avère intéressant de découvrir la manière de VOIR et de RESOUDRE les problèmes internes du Dictateur Brésilien.

LE BRESIL :
- 16 fois la France
- 2 fois plus d'habitants
- Une dette extérieure de 22 milliards de dollars.

Dans le NORD-EST (31 millions d'habitants)
- seul 6 millions sont économiquement actifs
- mortalité enfantile 14,9 % à la naissance
- 1/3 des enfants scolarisés
- 8 millions de plus de 16 ans ne savent ni lire ni écrire.
- des militaires ont le pouvoir depuis 64 durcissements en 68 (c'est la révolution dans la révolution qu'ils ont dits).

Depuis 12 ans s'exerce la dictature militaire, la répression s'accentue face au peuple Brésilien à mesure que la crise économique s'aggrave et que les travailleurs luttent.
En effet au Brésil comme partout dans le Monde, le Boom économique est bel et bien fini.
Il devient évident que le Brésil ce n'est pas seulement le Carnaval de RIO, ni la célèbre équipe de Foot-Ball, aussi la solution du dictateur GEISEL face à la misère dans laquelle se trouve plongée le peuple Brésilien est la REPRESSION.
Une répression institutionalisée (la torture fait partie des institutions au Brésil).
La torture s'applique dans le cadre d'une organisation précise *le personnel pratiquant* est spécialisé.
Ce personnel soumet ses futures victimes à des examens médicaux pour en contrôler la résistance. Examens renouvellés pendant la torture.
- A la maison de détention de SAO-PAULO il existe des cellules *fortes* où l'on jette les prisonniers nus pendant des mois.
A la prison de l'hyppodrome de Sao-Paulo, les violences sont si fortes que les cris sont entendus des résidences voisines.
- Les victimes passent du *Purgatoire* (traitement électrique de faibles courant) à l'Enfer (traitement supérieur).
Ainsi d'autres raffinements où l'on torture pour faire avouer les Parents : (enfants, frères ou conjoints.) Bref, ces spécialistes de la torture (dont certains ont suivis les cours de la C.I.A.) n'ont pour limite que leur manque d'imagination en la matière.

La répression frappe d'une manière absurde et aveugle taxant de Communistes tous ceux qui bougent ou tentent de bouger.
- les paysans qui s'opposent au vol de leur terre par les sociétés étrangères (PENNAROYA pour la France).
- les Indiens de la grande forêt contre lesquels sont organisés des safaris pour les exterminer.
- Dans les villes contre les travailleurs acculés à quitter les campagnes et à

vivre dans des conditions effroyables (bidonvilles) pour des salaires bas. (Dans le district Fédéral de RIO-JANEIRO, SAINT-PAULO... Le salaire minimum vient d'être fixé à 400 F français/mois.)
- Mais aussi les avocats, médecins, intellectuels, enlevés, sans aucune accusation que l'on retrouve le corps torturé, mutilé.
Il va de soi qu'au *Personnel Pratiquant* légalement vient s'ajouter de nombreux groupes fascistes et Para Policiers (escadron de la mort) agissant en toute impunité et sous couvert de la police.

SI EN FRANCE ON N'A PAS DE PETROLE, ON A DES ARMES A VENDRE :
- On peut se demander que vient faire GEISEL en France.
- En faite GEISEL, le dictateur vient se faire livrer...
- Des chars, des vedettes, une usine d'hélicoptères SA.330 pour le transport de troupes et lutte anti-guérilla. Puis si on en vend au CHILI pourquoi pas au Brésil qui accueille *Notre Concorde*. Surtout que nos militaires ont déjà des relations discrètes mais suivies avec leurs homologues brésiliens. Discrètement des officiers *PARAS* vont faire des stages de guerre en Amazonie. Des officiers du 2ème Régiment étrangers de parachutistes ont travaillé avec les commandos de chocs Brésiliens à MANAUS.
- Pour le capital français qui essuie des échecs d'investissement en Orient (voir les contrats mirobolant que CHIRAC ramenait d'Orient : IRAK, IRAN, KOWEIT et qui sont traités par les Allemands de l'Ouest plus compétitifs).
- Les produits Français seront-ils plus compétitifs au Brésil, on peut s'en poser la question, sachant que GEISEL a augmenté les droits de douane de 400 à 500 % rendant les produits de luxe, les biens d'équipement invendables.

Les investissements français au Brésil se plaçaient au 7ème rang (U.S.A, JAPON,R.F.A.)

Ainsi après PENARROYA (groupe Rotchild) qui exploite 16000 personnes (4000 en France) on voit pointer Peugeot, Michelin qui envisagent deux usines, et d'autres entreprises (E.L.F. ST GOBAIN, air liquide ...) qui augmentent de plus en plus leurs participations dans les entreprises brésiliennes.
En fait, par ses investissements, le Capital français (et étranger) appuie l'exploitation du peuple brésilien par le facisme de GEISEL qui en contre-partie par la répression, systématisée garantie une main d'œuvre docile et bon marché. On peut s'interroger sur le *PARALLELISME DE VUE*... sur les problèmes du Monde.

La France n'est pas le Brésil ! me direz-vous ! c'est vrai, mais en regardant les solutions de GISCARD face à la montée des luttes des travailleurs (attaques des piquets de grève) arrestation arbitraire (Comité de Soldats GARI) mort de paysan (EST) de viticulteur (Montredon)... On ne peut que s'interroger et s'en inquiéter.

Collectif Libertaire
de CAEN.

special debat

LETTRE D'UN MILITANT O.R.A.

1 Sur les *contradictions*

Il semble important de donner des explications sur ce qui se passe aujourd'hui ; des camarades *extérieurs* aux structures organisationnelles (sans être pour autant en dehors du Mouvement) pouvant être surpris et même désorientés par les *contradictions* qui apparaissent aujourd'hui à la lecture de FRONT LIBERTAIRE. En effet, dans le numéro 52 de FL on pouvait voir une volonté réelle de débat, d'ouverture, de rassemblement, et, en même temps, on pouvait lire que l'ORA s'était séparée d'une fraction en son sein. De même on pouvait lire le rejet des formes d'actions gauchistes au coup par coup et une critique des comités Chili, Armée etc... et d'autre part un appel pour le CAM quelques pages plus loin...

A cela il faut donner quelques réponses.

Tout d'abord sur le CAM.

Il est bien évident pour nous, qu'il ne s'agit pas de refuser le travail au sein de l'armée. Le problème qu'on peut poser c'est celui des priorités et à ce niveau là, dans FL nous continuerons le débat en cours ; car la situation présente du mouvement révolutionnaire, sa diversité ne permettent pas encore de trancher comme il faudrait et il faudra le faire sans doute dans une situation pré-révolutionnaire. Mais il faut savoir qu'en situation pré-révolutionnaire le problème se posera différemment avec l'existence d'un réel mouvement révolutionnaire organisé sur des bases de classe et de masse. Nous laisserons ici aux *ultra-gauche* le soin de légiférer aujourd'hui pour la classe ouvrière en dehors de toutes réalités concrètes et de toute intervention réelle au sein du mouvement de la classe.

L'ORA s'est engagée lors d'une récente Rencontre Nationale (Fin 74) à favoriser les CAM en ce qui concerne la lutte antimilitariste. Mais çà ne voulait pas dire que nous nous contenterions de participer à un Comité tel qu'il est. Pour nous, aujourd'hui le problème posé est que les CAM tels qu'ils existent, c'est à dire comités spécifiques organisés *à part* ne nous satisfont pas, même si nous y participons. Nous ne voyons de réel travail antimilitariste qu'au sein des organismes autonomes à caractère de masse que ce soit au niveau de l'entreprise que du quartier. L'antimilitarisme, comme tous les autres aspects de la lutte anticapitaliste, ne doit pas être l'œuvre de *spécialistes* sous peine de se trouver coupé d'une réelle solidarité de classe, d'une réelle solidarité de masse. C'est en ce sens que nous critiquons les pratiques gauchistes qui consistent à s'investir de façon purement idéologique, sans lien réel avec les problèmes concrets qui se posent au militant dans sa situation de tous les jours.

Toujours est-il que nous continuons le débat dans FL car nous croyons que c'est par là, par l'exposition des diverses expériences de différents camarades, par l'exposition des résultats obtenus et des perspectives offertes qu'une position cohérente peut être établie.

Sur le second point, l'exclusion de la fraction.

Si nous en sommes arrivés là, c'est devant une situation de blocage interne du débat. Qu'on ait des conceptions différentes ne signifie pas pour autant une rupture tant qu'il y a possibilité de débat, on l'assume. Mais quand tout au long des débats on assiste non pas à une discussion entre camarades apportant des éléments de leur pratique locale et les réflexions politiques qu'ils en tirent, donc une échange d'informations, mais que par rapport à çà, des camarades ne cessent de vouloir un affrontement direct qui se traduit par accepter ou rejeter un texte ; nous n'avons pu continuer à l'accepter. Ces camarades ont sorti un journal dans lequel ils disent essentiellement que l'ORA refuse le débat et qu'elle oscille entre l'ultra-gauche et anarchisme traditionnel. C'est aller un peu vite en besogne et croire qu'il suffit de lancer des anathèmes pour discréditer des camarades, cela tient davantage du bruit de chiotte que du débat. Maintenant nous sommes prêts à discuter sur l'ensemble des propositions, des points de vue de ces camarades. Mais à partir du Concret, de la Pratique et pas de vues de l'esprit, sans se contenter d'incantation du style : *il nous faut un programme !*. Sans tomber dans le piège de la caricature, il ne faut pas, à votre avis, se dépêcher d'écrire un programme dans le seul but objectif d'être sécurisé, d'avoir enfin un truc à proposer à côté des autres chapelles, parce que t'as beau dire que ton programme il est pas pareil, c'est tout nouveau tout beau ; l'important c'est aussi comment il est vécu. Etre crédible cela ne veut pas dire être suivi. Etre crédible çà ne signifie pas être rassurant. Etre crédible c'est que tes propositions soitent crédibles, que les travailleurs voient que l'auto-organisation c'est possible et c'est NECESSAIRE. Nous ne sommes pas des spontanéistes, nous savons bien qu'il faut une cohérence politique dans les propositions et nous lutterons contre l'apolitisme dans les structures de masse, car le combat révolutionnaire est un combat politique qui se doit de dégager des perspectives politiques sous peine de stagner, de lasser et de se décomposer. Une structure de masse ne doit pas nous aider à vire dans le système (on a trouvé un îlot critique avec des copains chouettes, on y a son petit rôle et on s'y trouve bien) mais doit servir à foutre en l'air le système, c'est en ce sens que ces structures se démarquent politiquement. Mais ces structures refusent la politique bourgeoise, la politi-caillerie et ses spécialistes (et attention aux *spécialistes* de la révolution). La politique c'est la vie quotidienne, et c'est aux travailleurs d'en décider et d'agir !.

Pour en revenir à ces camarades, si la discussion n'a pas été possible nous disons que c'est dans la pratique qu'on verra les clivages réels s'ils existent ; car on ne peut pas dire que le clivage s'est fait sur l'acceptation ou le refus d'un Programme, dans la mesure où ce *Programme* on ne sait pas ce que c'est, aucune proposition concrète n'ayant été faite. L'important ce n'est pas tant le nom que le contenu qu'il referme, alors qu'on appelle çà *programme* ou proposition ne doit pas esquiver le débat, même si la nuance peut être importante.

Afin d'éviter de tomber dans un débat du style, *c'est nous les meilleurs eux ils veulent pas discuter et ils n'ont rien à proposer et ils ne sont pas cohérents* ce qui est facile et qui ne sert qu'à foutre le bordel dans le débat et tourne en attaques personnelles (*va donc eh minable t'as rien à proposer*), l'ORA(on n'a pas encore officiellement changé de sigle, c'est les groupes qui sont en train de le décider) va éditer les positions qui sont sorties du débat jusqu'à l'heur actuelle. Dans ces positions on trouve deux niveaux ; d'une part une analyse objective de la situation, et d'autre part des positions tactiques. En effet, il ne faut pas schématiser les positions de façon idéaliste (çà on le laisse aux idéologues et aux *ultra-gauche*) mais il ne faut pas non plus tenir un discours d'un côté et faire de l'opportunisme de l'autre parce que les masses aujourd'hui-elles-sont-

special debat

Programme-Commun (çà on le laisse aux *gauchistes*). Pour être plus clair, prenons un exemple : le syndicat. Nous disons, nous, qu'aujourd'hui les syndicats sont une institution du système et, qu'au même titre que les partis d'opposition, ils jouent le rôle de caution du système et donc d'intégration des travailleurs. Mais d'autre part nous disons aussi que le syndicat à la base est un lieu où nous pouvons lutter, qu'effectivement des camarades sont à l'origine de créations de sections syndicales quelquefois, mais que pour nous la section c'est aussi un moyen et un lieu de lutte qui doit être **dépassé.** L'important ce n'est pas la structure, c'est aussi ce qu'on y fait. Et cela de la même façon que tous les jours on va se faire exploiter. Mais nous n'essaierons jamais de tromper les travailleurs en leur disant qu'ils n'ont qu'à nous élire à la tête des appareils. Certains camarades pensent qu'il est possible de se servir de l'appareil syndical dans le but d'autoorganisation. Notre vision de la situation, nos expériences concrètes, nous font dire que non. Qu'aujourd'hui vouloir s'attaquer à une structure syndicale pour la transformer en organisation révolutionnaire des travailleurs c'est ne pas compter avec 50 ans de passé réformiste et stalinien. Quand effectivement une structure syndicale, une section, est effectivement une structure d'autoorganisation, à ce moment là elle n'a plus de syndical que le nom, elle ne correspond plus à l'appareil et sa **nature** est radicalement différente. Mais c'est là un schéma idéal et bien souvent il est nécessaire de passer par dessus les sections et de créer des structures autonomes rassemblant syndiqués des différents syndicats et non syndiqués. Ce qui est important ce n'est pas le sigle, l'organisation, mais les travailleurs qui composent ces sigles et organisations. Quand nous critiquons les syndicats, c'est quand ils servent à tromper les travailleurs. Il n'est pas plus question de démolir les sections existantes que de créer un nouveau syndicat, une chapelle de plus, mais de tout faire pour que les travailleurs des différentes boutiques arrêtent leurs querelles de marchands de tapis (çà y est on va se couper de cette corporation) et enfin discutent décident ENSEMBLE. Il n'y a qu'une seule classe ouvrière et on doit tout faire pour qu'elle retrouve son unité. Mais pas l'Unité derrière une boutique plus géniale qu'une autre. L'Unité qui passe par la démocratie directe. On n'a pas à accepter telle ou telle soupe parce qu'elle a un meilleur goût, on veut savoir ce qu'il y a dedans et on veut la faire nous-mêmes ! (çà y est les marchands de soupe qui foutent le camp).

Ce qu'il faut dire honnêtement c'est qu'aujourd'hui les révolutionnaires et y compris ceux qui ont cru se sécuriser derrière un programme, sont plus ou moins désorientés dans la mesure où on n'arrive pas encore à dégager des orientations précises et donc plus crédibles. Par contre on sait ce qu'on refuse (la collaboration de classe, le parlementarisme, la délagation de pouvoir, les tendances qui s'affrontent et escamotent le débat, bref les schémas d'organisation bourgeois), et les grands principes où on se retrouve (la lutte de classes, l'auto-organisation, la Démocratie Directe, l'anti-hiérarchie). C'est pour cela que nous pensons que le débat doit continuer et à partir de la réalité de la pratique. C'est sur ces bases qu'on pourra se rassembler.

Un travailleur C.L.
Militant à l'ORA.

PROCHAIN DEBAT
LE SYNDICALISME

Il nous paraît intéressant de publier la manchette accompagnant chaque numéro de l' ANARCHO (ex-l'ANARCHO-SYNDICALYSTE)[1].

L'abandon de la référence syndicaliste tendrait à prouver que le mouvement libertaire n'est pas statique et qu'un débat permanent y est mené. En attendant d'approfondir le débat avec les camarades de l'ANARCHO, voici leur texte :

« L'ANARCHO-SYNDICALISTE » paraît dorénavant amputé de la deuxième partie de son titre. Nous entendons par ce fait dénoncer le mythe syndical. Les syndicats actuels, bureaucratisés, sont, consciemment ou non, des soutiens de régime de domination de l'homme sur l'homme plus que des moyens d'émancipation, alors que les travailleurs syndiqués, dans leur majorité, ne se rendent pas compte de la caution qu'ils apportent par cette voie au régime capitaliste. Bien que dans les entreprises peu évoluées, les syndicats apparaissent parfois comme ayant un rôle positif, nous ne pouvons en tant que révolutionnaires, soutenir des formes de combat et d'organisation qui sont en contradiction avec les buts que nous nous assignons.

Nous ne récusons pas cependant toute forme d'organisation et de lutte collective : nous préconisons seulement le rejet de toute forme aliénante ; pour nous, les revendications immédiates doivent avoir une perspective révolutionnaire, de même que la manière de les faire aboutir : souvent dans leur lutte spontanée les travailleurs retrouvent instinctivement ces formes et ces finalités : le travail des révolutionnaires ne peut être de les canaliser vers les organisations contre-révolutionnaires.

Notre bulletin étant une tribune libre, cela a pour conséquence que des opinions divergentes s'y expriment : c'est précisément par la discussion sans orientation dogmatique préalable que nous pouvons progresser.

(1) Bulletin mensuel édité en tribune libre. Contact J. Métivier - St Leger - 79500 Melle

special debat

LETTRE D'UN INSTITUTEUR

Front Libertaire ayant proposé l'ouverture d'une confrontation sur le thème : qu'est ce que doit être une organisation *communiste-libertaire,* je profite de cette occasion pour intervenir dans ses colonnes. Compte-tenu de la place que je suppose imparti à chacun de ceux qui participeront à ce débat j'ai volontairement réduit mon exposé à ses grandes lignes directrices. Il est bien évident que chaque idée qui y est contenue mériterait un débat à elle seule.

Pour aborder cette difficile question de la nature et du rôle d'une organisation communiste-libertaire, il convient tout d'abord de se poser la question de savoir si l'existence même de ce type d'organisation se pose dans le cadre des sociétés existantes.
Pour cela il faut procéder à une analyse des régimes économiques et politiques existants.

En ce qui concerne le capitalisme *occidental,* force est de constater que celui-ci est en crise. Le problème est de connaître la nature de cette crise, son étendue, les contradictions qui l'ont fait naître et l'évolution des résolutions de ces contradictions.

Tout d'abord il apparaît que la crise des nations occidentales est loin d'être une crise du capitalisme lui-même. Les sociétés multinationales n'ont jamais été aussi florissantes que depuis la *crise* !. Il suffit de jeter une œil sur les compte-rendus d'Assemblées générales de ces firmes pour s'en rendre compte. Ce qui est donc en crise c'est une certaine forme de capitalisme. En d'autres termes la crise se résout entre un affrontement des formes anciennes du capitalisme (firmes nationales, petites et moyennes entreprises, artisanat et petit commerce, agriculture privée) et les multinationales.

Cette *crise* a été prévue et étudiée de longue date par les *brains-trusts* des firmes internationales. Certaines de ces études ont d'ailleurs été divulguées au grand public. Le *Plan Manscholt* n'est-il pas la quintessence des travaux technocrates face à l'agriculture archaïque de l'Europe des Neuf ?

On ne peut donc, à proprement parler, estimer que le capitalisme soit en crise. Il est en mutation. Que celle-ci crée des difficultés, cela est naturel, mais non symptomatique d'un état de crise. La résistance des couches attaquées pose dans un certain nombre de pays des problèmes (notamment en France). Ceux-ci seront à terme résolus. On s'aperçoit, en effet, en étudiant le développement du capitalisme, que celui-ci ne crée que les crises qu'il peut effectivement résoudre ! Les soi-disant *contradictions* à l'intérieur du système capitaliste ne se situent pas au niveau de sa propre remise en cause, mais bien au niveau des obstacles mis à son développement par l'existence simultanée de plusieurs types d'entreprises.

Sans émergence d'un courant révolutionnaire de la part des producteurs la capitalisme résoudra sa *crise* dans les années à venir.
Cela ne veut pas dire qu'il faille tomber dans un pessimisme économiste ! Mais tout simplement qu'il faut chercher ailleurs que dans son développement les contradictions du Capital propres à créer une situation révolutionnaire.

Le capitalisme dans son développement multinational ou monopolistique crée pour l'ensemble de la Société des conditions d'existence qui, à terme, sont des ferments révolutionnaires.

Il en est d'ailleurs de même de chaque étape de développement. La *Révolution industrielle* avait créé une sur-exploitation destinée à la rentabilité maximum de profit d'un capitalisme non encore en possession de toutes les données technologiques. Le mouvement ouvrier a répondu alors avec ses armes (le luddisme, puis le mutuellisme, et enfin le syndicalisme révolutionnaire). On ne peut tirer de l'échec de celui-ci de conclusions hâtives.

La lutte entre le Capital et le Travail n'est pas une équation mathématique, que certains *penseurs* pourraient résoudre au simple vue des *contradictions* apparentes.Contrairement à certains formes de marxisme il faut estimer que la lutte de la classe ouvrière n'est pas un fait acquis par l'*Histoire*. Le terme lui-même implique d'ailleurs un combat, qui, comme tous combats, repose sur la force respective des combattants. Or il ne faut pas négliger les forces en présence du côté du Capital. On ne voit généralement dans le dernier que la force répressive incarnée par l'Etat. C'est loin d'être la seule arme ! La diffusion de l'idéologie dominante, la consommation, la promotion, l'inégal développement, le chômage, le colonialisme et le néo-colonialisme sont autant de formes de dominations du capital sur la classe ouvrière. Il n'est pas question ici de faire un bilan des luttes du passé et de voir quels ont été les éléments de la victoire du Capital. Il s'agit bien plutôt de poser les termes d'une prospective.

Le capitalisme moderne a crée depuis une décennie des conditions nouvelles de vie du prolétariat, tant dans le domaine du travail que dans le domaine de la vie de tous les jours (idéologie, consommation...). Sans entrer dans les détails, on peut constater qu'il s'est créé là un deuxième foyer de contradictions. Avant de les aborder, il faut préciser qu'il faut éviter dans ce genre d'analyse de tomber dans le dogmatisme *contradiction principale-contradition secondaire.* Ce genre de classification ne convient qu'aux discussions académiques de ceux qui n'ont aucunes prises sur la réalité des luttes.

En ce qui concerne l'idélogie dominante, il est évident depuis quelques années que le carcan imposé depuis des générations par l'*Ecole Laïque et Républicaine* tend à s'effilocher. Ce n'est pas un hasard ! L'unification de l'Europe sous l'égide des multinationales rend inutile le poison du nationalisme français. De même les formes nouvelles de gestion impliquent des mobilités individuelles qui ont rendu nécessaire l'introduction de certains types d'enseignement beaucoup moins dogmatiques. Le divorce, l'avortement, l'éclatement de la cellule familliale ont été aussi rendus nécessaires sur le plan économique et politique. A cet égard d'ailleurs, le capitalisme a brûlé des étapes que la *gauche traditionnelle* eut été incapable de franchir. De quel prix payons-nous ces réformes ? Le réamanagement du capitalisme est le terme à franchir. Pour cela il a besoin d'individus *nouveaux* aptes à suivre les méandres les nouvelles hiérachies. Produit du cerveaux technocrates gérants du Capital, l'homme de demain sera tout aussi exploité que celui d'aujourd'hui ou d'hier. Les formes d'exploitation auront sur certains plans changé d'objectifs.

Cette transformation n'est pas sans poser de problèmes. Problèmes d'adaptation tout d'abord. La *pesanteur sociologique* des nations est souvent un obstacle d'importance pour les *réformateurs* (l'Histoire est d'ailleurs là pour le montrer !). Mais celle-ci

special debat

acquiert souvent un caractère conservateur (c'est la *protestation de la gauche*). Beaucoup plus importante nous semble être la crise engendrée par les failles du système. Produit de synthèse de projets capitalistes et techno-bureaucratique, la *nouvelle* exploitation s'avère encore plus susceptible de contradictions que l'ancienne.

La division du travail apparaît de plus en plus sous son caractère de classe, puisque souvent dirigeants et dirigés ne sont plus propriétaires des moyens de productions (ce qui n'était pas le cas dans le capitalisme classique). L'idéologie de la consommation se heurte de plus en plus au capitalisme lui-même (urbanisme, exploitation du tiers-monde, course aux armements ...).

Donc, outre le fait que l'exploitation de type classique demeure (et comment pourrait-il en être autrement !), l'écart se creuse entre les intérêts individuels et collectifs et ceux des dirigeants, propriétaires et actionnaires des multinationales.

Dans ces conditions et face à cette situation, les révolutionnaires communistes-libertaires ont un rôle particulier. Contrairement aux avant-gardes autoproclamées ils n'ont pas de rôle dirigeant à avoir dans les luttes et ceci quelles que soient la nature de celles-ci. Cette mise au point peut s'imposer car il n'est pas toujours évident, même à des communistes-libertaires, que l'avant-gardisme est une forme d'idéologie qui s'apparent au tronc commun technocratique. Tout au contraire, ils doivent développer une lutte idéologique dans tous les instants contre toutes les formes de dirigisme politique (que celui-ci soit réformiste de type classique, de type stalinien ou prétendument révolutionnaire). L'évolution de la situation politico-économique présente de l'U.R.S.S. et la Chine montre parfaitement bien à quoi peut se résoudre une révolution de type avant-gardiste. La dégénerescence de l'*avant-garde* en classe socio-politique a été suffisamment établi sans qu'il soit besoin d'y revenir.

L'organisation des communistes-libertaires est donc essentiellement un laboratoire d'idées, de synthèses, et de prospectives. Elle regroupe les individus qui pour des raisons diverses, des motivations ou des pulsions multiples ont rompu idéologiquement avec l'idéologie bourgeoise et son pendant avant-gardiste. On ne peut donner une définition sociologique d'une telle organisation. Elle ne regroupe pas nécessairement que des prolétaires. Le système d'éducation actuel favorise, dans une certaine mesure, les éléments issus de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie. La sélection à outrance, la spécialisation technologique des adolescents destinés à être ouvriers manuels ou employés ne permet guère cette prise de conscience au départ. Inversement elle est beaucoup plus aisée aux niveaux de ceux qui se destinent à des carrières intellectuelles. Pour ceux-ci la prise de conscience peut se faire à partir d'une expérience théorique. Pour les autres elle se fera au fur et à mesure des luttes, et d'une certaine façon, d'une manière autodidacte. Qu'on le veuille ou non, une organisation révolutionnaire est nécessairement la rencontre de ces deux types de militants (l'histoire du mouvement communiste-libertaire est d'ailleurs là pour confirmer cette thèse). La pratique ultérieure des uns et autres permettra seulement de discerner ceux pour qui l'engagement révolutionnaire reste du domaine de l'intellectualisation pure, ou de l'activisme caractériel.

Consciente de cette donnée, l'organisation communiste-libertaire n'est, et ne peut être, qu'une organisation de confrontation, de synthèses et de prospectives, comme nous le disions plus haut.

Contrairement à ce qu'on a pu penser, sous l'influence d'un certain *gauchisme*, les mouvements qui agitent les exploités ne sont pas tous d'essence révolutionnaire. Certains d'entre-eux peuvent être corporatiste, localiste ou tout simplement conjoncturel. Il en reste néanmoins que l'organisation communiste-libertaire doit, et c'est là son rôle, tenter de dégager tout ce qui met en jeu la libre détermination et l'auto-organisation. Si nous ne pouvons définir aujourd'hui ce que sera le socialisme de demain, à partir des luttes de tous les jours nous pouvons savoir ce qu'il ne sera pas. De même, et à partir des mêmes luttes, l'organisation doit être capable de discerner les termes de la dynamique.

Comme l'organisation communiste-libertaire n'est pas un organisme hors de la société, un laboratoire isolé sur un pic lointain, elle agit aussi. Seulement, à l'inverse des avant-gardes, elle n'agit pas de façon autonome. Ses militants, quels qu'ils soient, parce qu'ils sont d'abord des individus en lutte, agissent dans leurs sphères respectives. L'organisation est, dès lors la capitalisation des actes de ses militants. Mais comme ceux ci n'agissent pas non plus *pour le plaisir*, l'organisation devient le creuset des expériences et des luttes. Son rôle est de populariser, de diffuser et de contre-informer ceux qui se battent. A ce titre son rôle acquiert une importance fondamentale face aux tentatives avant-gardistes de toutes natures.

L'organisation communiste-libertaire doit donc se doter de tous les éléments possibles d'information (sans négliger les techniques modernes).

Inutile de préciser, dans ces conditions, que l'organisation n'agit pas comme organisation politique ordinaire. Elle n'a pas de programme, puisque son programme est celui qui, au jour le jour, est mis en évidence par les luttes autonomes du prolétariat des classes exploitées.

On peut généralement reprocher aux organisations se réclamant du communisme libertaire de ne s'être pas plié à ce rôle. Il est un fait que dans ce cas, elles sont toujours retombées dans le piège de l'Avant-gardisme (tel a été le cas de la Fédération Communiste Libertaire de 1953 à 1956). De même on peut reprocher aux organisations *anarchistes* d'avoir l'attitude contraire et partir d'une démarche parfaitement idéologique, puisque leurs militants, à l'inverse des communistes-libertaires, ne se réunissent que dans un but de propagande (c'est à dire de prospective abstraite).

L'organisation des communistes-libertaires est aussi un laboratoire d'idées au niveau de son fonctionnement et de sa gestion. L'autogestion de l'organisation est la base même de toute démarche organisationnelle. C'est à la fois d'ailleurs, dans ce domaine, une école et un laboratoire.

Je ne sais si, à l'heure actuelle, l'O.R.A. répond à l'ensemble des considérations contenues dans ce texte. Par contre ce que je sais c'est que le communisme-libertaire est une grande espérance, qu'il est inscrit dans le devenir de l'humanité comme la seule alternative possible à la barbarie. Je souhaite que le débat entamé par Front Libertaire puisse servir cette cause et que ma modeste contribution y soit acceptée.

Paris, le 25-4-76
R.B.
(instituteur)

CE MOYEN EN QUESTION...

L'INSOUMISSION

La lutte contre l'armée s'exprime par divers biais, divers moyens ; il en est un : l'insoumission totale, qui est le refus d'effectuer le Service national. Ce refus se place, généralement, dans un contexte de luttes contre le système capitaliste, étatique et autoritaire qu'est le nôtre. Le rôle de l'armée (est-il besoin de le rappeller ?) est : un rôle d'embrigadement, de dépersonnalisation, d'apprentissage du respect de l'*ordre*, de la hiérarchie, du civisme, de la discipline, d'exploitation des richesses nationales, d'exploitation des T.C.M.-D.O.M., d'intervention dans les anciennes colonies, de briseuse de grêves, d'instrument de répression intérieure, ... sans compter le rôle social de l'armée, la politique de vente d'armes, l'imbrication dans le

d'armes, l'imbrication domaine civil militaire, et le phénomène plus global de militarisation de la société. L'armée, enrichie par les ordonnances de 1959 (C de Gaulle) est de fait un Etat dans l'Etat (police propre, justice et lois propres, tribunaux propres...). Face à ce tout irrationnel, des individus s'organisent se donnant comme moyen : l'insoumission. le texte qui suit émane du groupe de Lille de Insoumission Collective Internationale (I.C.I.)

ORA/LILLE

Des insoummis ? Il en a toujours existé, peut-être même davantage dans le passé qu'aujourd'hui. C'est loin en tout cas d'être un mouvement marginal. Leur problème, c'est qu'ils sont isolés, face à une répression qui ne leur fait aucun cadeau. I.C.I. (Insoumission Collective Internationale) se veut une tentative pour dépasser à la fois le caractère individuel de l'insoumission et le cadre trop étroit des frontières (notre ennemi est multinational, nos solidarités doivent se situer au même niveau).

La démarche de l'insoumission reste pour l'instant individuelle (on n'en est pas encore aux insoumissions par paquets de dix !). On s'insoumet par anarchisme, par non-violence, par anti-militarisme viscéral, par refus de contraintes ...

Le soutien lui, peut être collectif. C'est la première tâche du groupe I.C.I./Lille créé l'an dernier ; éviter aux emprisonnés qu'ils fassent ou non la grève de la faim, les deux ans de taule promis par l'armée. Jusqu'ici, cela n'a pas trop mal marché. Deux insoumis condamnés à 13 mois de prison avec sursis après des grèves de la faim de 20 et 10 jours, un troisième réformé et pas inculpé au bout de 36 heures.

Mais s'arrêter à cela, ce serait, à notre avis, rater le coche. S'insoumettre, c'est refuser l'armée et l'armée ce n'est pas seulement le service militaire.

le principal axe d'intervention d'I.C.I./Lille (hors des tâches ponctuelles de soutien) est la juridiction militaire, en particulier les T.P.F.A. (Tribunaux Permanents des Forces Armées). D'abord parce que nous sommes jugés par ces tribunaux (celui de Lille notamment), mais surtout parce qu'il nous semble important de toucher, à travers cet outil répressif, l'un des points vitaux de l'institution militaire.

Dénoncer les T.P.F.A., c'est attaquer l'ordre et la discipline militaire, c'est attaquer le système hiérarchique dans son fonctionnement le plus quotidien. C'est aussi passer du stade défensif du soutien aux insoumis au stade offensif de l'attaque de l'armée, de l'attaque de toutes les armées.

Car nous ne croyons pas en une armée *populaire*. La hiérarchie est inévitablement le contraire de l'autogestion. Pour nous, les revendications démocratiques et alimentaires des comités de soldats ne remettent pas fondamentalement l'armée en cause. Le seul intérêt de ces comités est bien la radicalisation d'une partie (encore infime) du contingent. Pour ce qui est d'empêcher, soit par l'inertie, soit plus activement, l'armée de jouer un certain nombre de rôles anti-populaires, nous n'y croyons guère : l'armée de métier existe déjà, (et ne serait-ce qu'à travers les CRS, les gendarmes, les brigades d'intervention, les corps d'élite). Nous restons solidaires de la lutte des appelés pour l'obtention de leur droit, et par conséquent de ceux d'entre eux en butte à la répression militaire (dans l'intérêt de la campagne contre les T.P.F.A.).

Nous voudrions mettre aussi l'accent sur la psychiatrie militaire et l'usage qui en est fait pour éliminer les indésirables (insoumis ou déserteurs) C'est tellement plus commode pour la hiérarchie militaire de nous cataloguer *psychotiques, immatures, psycho-malléables* et bien d'autres choses plutôt que de s'interroger sur le pourquoi exact de notre refus. Mais commencer à nous comprendre, c'est déjà nous accepter, et la hiérarchie militaire s'y refuse bien évidemment.

Pour le reste, la militarisation de la société nous semble aujourd'hui bien avancée et il est urgent de s'y attaquer. D.O.T., plan Clément Mar , groupe de renseignements sur l'ennemi intérieur etc ... tout ceci est déjà bien connu !... Ce qui l'est beaucoup moins, c'est que tous ces organismes ne sont que des concrétisations d'un seul texte : l'ordonnance du 7 Janvier 1959 promulguée par de Gaulle alors qu'il avait les pleins pouvoirs, et qui régit *l'organisation générale de la défense*.

Curieux texte où la nature de l'ennemi ne fait plus aucun doute : il se situe à l'intérieur des frontières, l'hypothèse de l'agresseur extérieur ne venant que sécuriser et justifier une telle institution.

Mais la militarisation peut également revêtir d'autres formes : centrales nucléaires, certaines utilisations de l'informatique, les projetsd'urbanisme etc ... Sans parler de la militarisation des esprits, mais celle-la sera dure à débusquer.

Comme on le voit, ce ne sont pas les tâches qui manquent et, si l'on ne veut pas se retrouver dans les stades, il faut s'y mettre dès maintenant.

I.C.I./LILLE
51 rue de Gand 59000 LILLE

Dominique BONNOT, insoumis depuis le 12 avril 1976, membre du groupe lillois d'Insoumission Collective Internationale, a été arrêté le 1 mai 1976 à la frontière belge.

Il est actuellement gardé à vue dans les locaux de la gendarmerie. Il devait être prochainement transféré au 43° R.I. à la Citadelle (Lille).

Afin d'exiger sa libération, écrivez au commandant de la 2° Région Militaire :
Commandant de la 2° Région Militaire
Caserne Vandamme
59 998 Lille-Armées.

Nous rappelons que Jérôme LACAMPAGNE, arrêté le 26 mars sur le chantier autogéré de Riancourt (Somme) est actuellement incarcéré à la maison d'arrêt de Loos-les Lille. Jérôme est également membre d'I.C.I.

Vous pouvez lui écrire :
Jérôme LACAMPAGNE
A 449 N° 8450
Maison d'arrêt de Loos
59 120 Loos les Lille.

Il est également utile d'écrire au juge d'instruction :
Juge d'instruction près le T.P.F.A.
T.P.F.a.
La Citadelle
59 998 Lille-Armées.

IL Y A 40 ANS LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Par cette série d'articles, nous avons voulu à notre manière, commémorer le 40e anniversaire de la Révolution espagnole. Le but de ces articles n'est pas de réécrire l'histoire de la guerre espagnole ; suffisamment de livres sont sortis à ce sujet, et qui sont remarquables, pour ne citer que les plus importants : *Le Peuple en Armes* d'Abel Paz - *Révolution et Contre Révolution en Catalogne* de Carlos Semprun Maura, *Enseignement de la Révolution espagnole* de Richard Vernon, *Espagne, Les Fossoyeurs de la Révolution Sociale* chez Spartacus.
***les Fossoyeurs de la Révolution Sociale* chez Spartacus.**

Au cours de ces différents articles, nous aborderons volontairement, les points suivants, qui nous paraissent les méconnus de la Guerre Espagne :
- Les journées de Mai 37 à Barcelone
- Les amis de Durrutti, principaux défenseurs de l'Autonomie ouvrière
- Comité Central des Milices - Miliciens, oui ; Soldats, jamais.
- La colonne Durruti
- 1939 - 1976 - La guerre continue
- Position actuelle de la CNT - FAI sur l'Espagne 76

A Valence et Moscou, le même ordre nous condamne
(chanson : MAI 37)

I - LES JOURNEES DE MAI 37 BARCELONE (3 au 7 mai)

Les journées de Mai 37 marquent une étape importante dans la Révolution espagnole. Elle marque notamment la liquidation politique de la révolution du fait de l'aide soviétique à l'Etat Espagnol, donnant la victoire au Parti Communiste. La Contre Révolution est en marche. Elle se traduit principalement par le liquidation des collectivités agraires en Aragon et les attaques contre les militants de la CNT - FAI et POUM, dans l'Espagne toute entière et principalement à BARCELONE.
Aprés les journées glorieuses de juillet 36, celles de Mai 37 sont le début de la révolution espagnole et elles marquent l'affrontement de deux conceptions de la Révolution à savoir : Autoritaires contre Anti-Autoritaires, Gépéou bureaucratie contre l'autonomie de la classe ouvrière.

Cette lutte fut le fruit d'une tension extrême qui opposait l secteur révolutionnaire (CNT - FAI - FILJ - POUM) au secteur modéré ou réactionnaire (PSF - UGT - Estat Catalan - divers éléments catalanistes ou républicains). Ces deux secteurs représentent idéologiquement des classes ou des couches sociales différentes : d'une part, le prolétariat et d'autre part, la petite bourgeoisie et les classes moyennes. Cette tension marquée par des incidents de plus en plus graves devait se terminer par un réglement de comptes (1)
La *Pravda* du 17 Déc. 36, n'écrivait-elle pas. *Quant à la Catalogne, l'épuration des trotsksytes et anarcho-syndicalistes est commencée : cette œuvre sera conduite avec la même énergie que celle avec laquelle elle a été conduite en URSS...*
Cela on dit long sur les intentions du PCE et de la Gépéou, aux ordres de Staline.

L'ombre de Staline flottait sur Barcelone

Le début de la semaine sanglante commença par une provocation stalinienne.
LE 3 MAI 37 : A 2 h 45 de l'après-midi, plusieurs camions de gardes d'assaut sous le commandement de Rodriguez Salas, commissaire de l'ordre public à Barcelone et membre du parti stalinien vinrent se ranger devant l'édifice de la Centrale Téléphonique, place de Catalogne.
Depuis le début de la révolution, cet édifice était sous le contrôle de deux syndicats : CNT et UGT, avec une représentation du Conseil de la Généralité.
Mais la plupart des employés étaient de la CNT ; c'était en fait cette dernière qui en assurait la garde.
Faisant irruption à l'intérieur du bâtiment, les policiers ordonnèrent aux miliciens qui étaient là de lever les mains et les désarmèrent, ils en firent autant aux étages supérieurs, jusqu'à ce que le premier moment de surprise passé, ils se heurtèrent à une violente résistance qui les obligea à redescendre précipitement jusqu'au rez-de-chaussée (2) l'Agression avait échoué.
La nouvelle se répandit comme une traînée de poudre. Le comité régional de la CNT demanda des explications à la Sécurité Intérieure, qui déclara ne pas être au courant. En fait, l'ordre d'occupation était signé : Rodriguez Salas. La provocation était si évidente, qu'une heure après seulement, les miliciens de la FAI et de la CNT firent leur apparition. Les premiers coups de feu éclatèrent. Les journées sanglantes de MAI 37 commençaient.
LE 4 MAI 37 : *au matin, toute la ville était aux mainx des ouvriers, exception faite des quartiers du centre.*
L'aube est calme, pas un coup de feu. Alors les ménagéres sortent de leurs maisons et rasant les murs, se rendent chez les commerçants de leur quartier afin d'acheter des provisions, car la vie continue, il faut bien se nourrir, nourrir les enfants et même le mari qui aujourd'hui n'ira pas à l'usine, mais sur les barricades (3).
Puis la fusillade recommença et tout le monde se mit à l'abri. On se battait, de rue à rue, de maison à maison, à coup de fusils et de mitrailleuses de grenades à mains. Garde d'assaut et staliniens concentraient leurs tirs sur les anarchistes retranchés aux étages supérieurs de la centrale téléphonique.
A Paseo de Gracia, les staliniens de la maison de Carlos Marx tiraient sur le syndicat anarchiste du Bois.
La contre révolution continuait de

MAI 37 à barcelone

plus belle ; la CNT - FAI ainsi que le POUM étaient les principales victimes, car les plus dangeureux pour les staliniens de PSUC.

On pourra s'étonner de la rapidité et de la détermination avec laquelle miliciens CNT-FAI et miliciens du POUM, pour une fois, confondus ou presque, se sont lancés contre les forces de police et avec quel acharnement celles-ci ont essayé de les mater... Mais cette rapidité et cette détermination même semblent la démonstration évidente que : à le la guerre et dans le licain, un conflit aigu se depuis des mois, une *guerre des classes* qui avait provoqué d'innombrables escarmouches et qui, ces jours de Mai 37,éclatait dans toute sa brutalité.

C'était le sort de la révolution sociale qui était en jeu, et c'est pour cela que les travailleurs se lancèrent sur les barricades avec tant de détermination et sans perdre une seconde à essayer de *négocier*, de tergiverser. (4)

Ce sont les états majors, les bureaucraties dirigeantes qui vont se charger des marchandages.

La Généralité (5) réunit ses membres et décide qu'il n'y a plus de gouvernement, et qu'il fallait former une nouvelle équipe gouvermentale.

En attendant, il devenait urgent d'arrêter le massacre. Vidiella, au nom de l'UGT, Vazquez (6) au nom de la C.N.T. lancèrent à la radio des appels pathétiques, suppliant les combattants de cesser le feu.

Les ministres anarchistes du gouvernement central, Garcia Oliver et Fréderica Montseny, venus en toute hâte à Valence appuyèrent cet appel de toutes leurs forces. (7)

Rafael Vidiella, dirigeant du PSUC et membre du gouvernement catalan, déclara *il est indispensable que tous les travailleurs changent d'attitude, il est indispensable qu'ils déposent les armes et qu'il y ait un cessez le-feu. Que chacun reste sur ses positions, mais sans tirer un seul coup de feu. Nous sommes sûrs de trouver une solution définitive, cette nuit même... Il fait cesser de feu !... nous cherchons une solution aujourd'hui même...*

Garcia Oliver, le leader anarchiste, ministre du Gouvernement Central, déclara de son côté : *Camarades : Pour l'unité antifasciste, pour l'unité prolétarienne pour ceux qui sont tombés dans la lutte, ne vous laissez pas entraîner par les provocations. Ne cultivez pas en ce moment le culte des morts. Que ce ne soient pas les morts, la passion pour les morts, pour vos frères tombés qui vous empêchent en ce moment de réaliser de cessez-le-feu. Ne faites pas le culte des morts. Dans toute guerre civile comme celle que nous vivons, il y a toujours des morts. Tous les morts de la grande famille antifasciste auront la même gloire, auront les mêmes honneurs. Je vous le dit comme je le pense. Vous me comprenez, vous me connaissez suffisamment pour savoir qu'en ce moment j'agis uniquement par impulsion de ma libre volonté car vous me connaissez suffisamment pour être convaincu que jamais, ni avant, ni maintenant, ni à l'avenir, jamais personne me fera prononcer une déclaration que je ne ressente moi-même. Oui, après avoir dit cela, je dois ajouter : Tous ceux qui sont morts aujourd'hui sont mes frères ; je m'incline devant eux et je les embrasse. Ce sont des victimes de la lutte antifascistes et je les embrasse tous sans distinction.*

LE 5 MAI 37 : à part quelques points de la ville, tout Barcelone était aux mains de la CNT - FAI, même Montpuich, et prêt à canarder les centres de résistance. Pourtant des pressions s'exerçaient de la part des canarades ministres.

Le discours de Garcia Oliver de la veille jeta un froid chez nombre de camarades, certains hésitèrent et quand vinrent ensuite les haranges de F. Montseny, ministre de la santé publique, de Vazquez, l'indécision fut grande.

Certains abandonnèrent la partie, d'autres, continuèrent à résister. Mais l'élan et l'enthousiasme étaient brisés. La lutte cependant, devait se poursuivre jusqu'au vendredi 7 au soir. Ce n'est que tard dans la nuit que les cinq mille gardes venant de Valence entrèrent dans Barcelone. Le Général P prenait en main l'organisation de la sécurité intérieure et la défense militaire de la Catalogne. Ainsi se terminait ce mouvement merveilleux de résistance aux forces montantes de la Centralisation étatique et par voie de conséquence de la contre-révolution.(8)

Les journées de Mai 37, avaient fait 500 morts et plus de 1000 blessés pourtant un groupe refusa de déposer les armes : les amis de Durruti (10) ; après les appels au calme des dirigeants anarchistes, ils incitèrent le prolétariat de Barcelone à poursuivre la lutte jusqu'à l'écrasement du Parti Communiste et des partis catalanistes.

Cet épisode fera l'objet de notre second article sur la guerre d'Espagne.

O.R.A. - ARLES

(1) Les Anarchistes Espagnol s et le Pouvoir - César M. Lorennzo
(2) Les journées sanglantes de Barcelone (3-9 mai 37) - M.Olivier
(3) Révolution et Contre Révolution en Catalogne - Carlos Semprun Maura
(4) Révolution et Contre Révolution en Catalogne - Carlos Semprun Maura
(5) Gouvernement de Catalogne, avec à sa tête Luis Campanys
(6) Mariano Vazquez dit Marinet - secrétaire de la CNT
(7) Révolution et Contre Révolution en Catalogne - Carlos Semprun Maura
(8) Revue *Espagne nouvelle - Mai à Juin 37*
(9) Chiffres officiels. Le théoricien anarchiste italien Camillo Berneri et Martinez Alfredo, militant très connu de la FILJ, furent assassinés.
(10) Défenseurs de l'Autonomie ouvrière.

LYCEE: créer la dynamique

Au Lycée de Sisteron, 20 jours de grève isolée contre la Réforme Haby. En se basant sur le bilan de cette action (voir CON-FORMATION n° 5 : *Bilan et analyse d'une lutte lycéenne de province*), nous allons pouvoir généraliser des principes larges de lutte en fonction de ce qu'ont pu rencontrer comme difficultés les Communistes Libertaires à l'intérieur des Lycées.

1) Les réformistes et les gauchistes de tous poils sont passés maîtres dans l'art de l'opportunisme dans les lycées et les Facs, c'est-à-dire qu'ils fomentent des Assemblées Générales uniquement à titre consultatif, ou pour s'en servir comme terrain de chasse. Et c'est dans les cartels que sont les Comités de Grève que le pouvoir décisionel réside. Le travail des Communistes Libertaires est de briser cet état de fait : proposer la démocratie directe a tous les niveaux, c'est-à-dire impulser les décisions à la base, les AG souveraines, mandater strictement les Comités de Grève dans des fonctions de coordination, ou mieux, mandater diverses commissions pour tel ou tel travail, etc... A partir du moment ou l'on a cet outil de lutte parfait (et facile à construire dans les lycées), les choses sérieuses commencent...

2) L'A.G. des grévistes ne doit jamais perdre contact avec les non-grévistes. Tracts et meetings ne suffisent pas : des inter-pénétrations directes et constantes sont nécessaires. Par exemple, **imposer** des débats dans les cours **tout au début** du mouvement, pour créer une dynamique de surprise et éviter le blocage des profs et élèves réactionnaires. Autre exemple, organiser des cours parallèles a l'intention des non-grévistes en vue *d'assurer un minimum de connaissances* pour les exams ; ceci pour déjouer le *chantage aux examens* si souvent employé.

3) L'A.G. doit toujours éviter que la circulation des information inter-lycées se fasse par l'intermédiaire des bureaucraties réformiste ou gauchiste. Sinon l'information sera tronquée et récupérée, comme cela est si souvent le cas. De plus, dans le cas d'une grève isolée *de province*, c'est d'abord avec les grands centres qu'il faut se mettre en rapport en priorité : c'est eux, et eux seuls qui déterminent l'extension de la grève au niveau régional et national. Donc : coordination immédiate à la base (délégations mandatées) avec les grands centres.

4) Au sujet de la répression, d'où qu'elle vienne (profs réacs et l'administration) il faut bien voir qu'a tout **menace** de répression, il faut répondre par une **menace** de violence de masse (par ex. occupation du lycée, etc...).

5) Le soutien local étant primordial pour toute lutte, y compris lycéenne, il faut donc informer les travailleurs. Et il faut le faire en évitant de passer par l'intermédiaire des bureaucraties syndicales. Pour ce, il faut informer les syndicats directement dans leurs réunions locales au tout début de l'action, de façon à éviter les contre-coups du travail de dénigrement fait par les secrétaires de section (CGT et même souvent CFDT).

Il faut bien voir que les principes de lutte ci-dessus ont été établis en fonction d'une expérience de lutte bien précise : celle des lycéens de Sisteron en mars-avril 76. On peut cependant l'élargir à bon nombres de luttes lycéennes (ou étudiantes) à venir ou en cour. Quand bon nombre de problèmes énoncés ci-dessus auront été résolus par les lycéens en lutte, alors seulement le terrain sera prêt pour l'élaboration collective de contre-réformes, d'une école différente, et ce par une masse d'individus conscients et non par de petits groupes sclérosés. Prêt aussi pour que les Travailleurs en lutte viennent participer à cette élaboration... Le travail des Lycéens et profs Communistes Libertaires est de susciter cette dynamique.

ORA-SISTERON

ECOLE: putain du pouvoir

Une fois de plus, la réforme de l'enseignement est à l'ordre du jour, après Foucher, Edgar Faure, Guichard, Fontanet !!! c'est maintenant Haby et sa clique (Lesur, Mazeau, Soisson, Saunier Seïté et Cie) qui tentent de mettre au pas l'Education Nationale de la maternelle à l'université.

La bourgeoisie par l'intermédiaire d'Haby essaye d'adapter et de moderniser une école laïque qu'elle a pourtant crée au XIXes. et entretenue à son seul profit. Mais aujourd'hui l'école ne correspond plus exactement aux conditions de l'économie capitaliste, Haby, valet du pouvoir, se charge de remédier à cet incovénient.

L'école actuelle n'est pas comme le prétend le SNI (Syndicat National des Instituteurs) une école libératrice mais une école de classe. La société capitaliste n'a en effet aucunement besoin d'enfants libres, heureux, mais de futurs *adultes* obéissants et prêt à marcher au pas et pour cela elle n'est conçue que comme un organisme de conditionnement et de sélection des individus dont le but n'est pas l'éducation mais le *dressage*. Ainsi elle forme d'honnêtes citoyens disciplinés et soumis.

En opposition à ce projet, certains proposent une *école démocratique*, c'est le cas notamment des tenants du programme commun, école sans doute plus séduisante sous certains aspects, mais qui ne sera fondalement différente, car elle se situera toujours dans le cadre du système capitaliste. D'autres plus *révolutionnaires* nous proposent une école au service d'une économie dite *socialiste* caractérisée par un seul patron : l'Etat, mais dans laquelle les rapports d'autorité que l'on connaît dans le système capitaliste subsistent.

Face à cela, nous n'avons pas de projet, de catéchisme à vous proposer. Nous pensons en effet qu'une école qui permettrait l'épanouissement, l'ouverture, le spontanéïté, la créativité, l'imagination... ne peut se réaliser que dans une société débarrassée de tout forme d'autorité et ne pourra être l'œuvre que des usagers eux-mêmes (élèves, enseignants, parents).

Certes la Révolution ne se fera pas à l'école, mais celle-ci ne doit plus être une manufacture de robots au service des patrons. Et c'est pourquoi nous devons dès à présent engager la lutte contre les rapports d'autorités (enseignants-enseignés, administration-enseignant, administration-élèves) pour une ECOLE véritablement LIBERATRICE dans une SOCIETE sans contrainte.

Lycéens et Collégiens de Rechèvres en grève (Lycée TECHNIQUE et CET de CHARTRES -28-)

wagons-lits COOK

(suite de la p 3)

Conducteur est couché en cabine au lieu d'être allongé sur le bât flanc ou s'il réceptionne, en plein été, les voyageurs en manches de chemise au lieu de porter l'uniforme réglementaire (par des chaleurs de 40° à Milan par exemple).

POUR UN NOUVEAU TYPE DE GREVES...

Des grèves traditionnelles ont eu lieu. Elles ont le plus souvent abouti à rien du tout ou alors, lorsque des avantages notables avaient été acquis comme en MAI 68, ils ont été grignotés puis perdus.

Lorsque les conducteurs sont en grève, les agents d'entretien qui confectionnent les lits sur les WL modernes, ne le sont pas. Il n'y a aucune cohérence syndicale. A Paris, 90 % du personnel d'entretien est composé de travailleurs immigrés donc soumis à des pressions bien connues...

De ce fait, lorsque les Conducteurs ne partent pas, ils sont remplacés par une nuée de bureaucrates de la Compagnie qui jouent le rôle de briseurs de grève et à qui tout est toléré. Les roulants ne peuvent mener à bien un lutte dans ces conditions ; ils perdent leur temps et leur argent au profit des jaunes et de CIWL qui s'en frotte les mains.

Pour en finir avec cet état de chose, le personnel Wagons-Lits de CALAIS (dont une partie est affectée à Paris l'hiver) s'est mis en grève et a, pour la première fois, agit efficacement en désarmant totalement les 2 WL Calais-Milan et Calais-Vintimille. Le linge et les consommations ont été sortis des voitures qui, ainsi vidées de leur contenu, n'ont pu être prises en charge par les briseurs de grève de Paris. Pendant que les Conducteurs menaient à bien cette opération, le bureau du chef d'Inspection était occupé par 3 camarades (1 pour chaque endroit où se trouve un téléphone). L'opération achevée, le dit chef d'Inspection fut convié à vérifier le bon état des lieux, ce qu'il fit d'ailleurs..

Malheureusement, le 2 avril, lendemain de cette action, les agents d'entretien de Boulogne non prévenus et laissés seuls dans la nature, confectionnèrent les lits et la clientèle de priviligiés put se coucher tranquillement mais sans Conducteurs, ceux-ci continuant l'action.

Malgré cette lacune, c'est par ce type d'action que nous pourrons faire céder la CIWL sur les salaires, les conditions de travail et d'autres revendications. A ce sujet, il est à signaler que la Compagnie emploie au rabais des jeunes qui ne peuvent espérer la moindre titularisation, même en se soumettant aux plus grands sacrifices sur les conditions de travail, la faiblesse des syndicats traditionnels leur valant un complet abandon.

Un travailleur des Wagons-Lits

ST-ÉTIENNE-BAYERN PATRONS ET TRAVAILLEURS S'ÉTAIENT MIS EN VERT

— **ST-ETIENNE** : un nouveau patrimoine national ...

Huit jours avant le match, la France est orpheline de Rocheteaux, elle pleure sur les genoux de Farisson, souffre avec Synaeghel, tremble avec Larqué.

St-Etienne est battue et on pleure dans les chaumières françaises.

Le chauvinisme français n'est plus tricolore, il est vert ! Chacun récupère au plus vite le nouveau parti moine national. Chaque ministre y va de son pronostique, de son commentaire. Pas un député de proteste contre la suppression de séance de l'assemblée parlementaire sur les conditions de travail ; comme ça les députés gauche et droite confondus ont pu faire leur cure de football. En fin de course, Giscard récolte les lauriers en recevant en grande pompe St-Etienne de retour de Glasgow.

— **ST-ETIENNE** : un patrimoine financier qui profite.

Les retombées du succès de l'équipe stéphanoise sont loin d'être négligeables sur le plan commercial et économique.

Chaque match de coupe d'Europe laisse une recette moyenne de 1,5 million de francs er 750 millions de dépenses diverses (hôtel, restaurant, café, champagne en cas de victoire ou de qualification), sans compter les droits de retransmission payés par les télévisions (400.000 F par match). La seule vente des gadgets du parfait supporter (casquette, maillot, fanion, auto-collants, photos : 366.00 F pour l'ensemble de la panoplie) rapporte un bénéfice annuel de 125.000 F aux caisses de l'équipe.

Capitale de la machine Gutilet et de la sous-traitance, St-Etienne a trouvé une locomotive industrielle innattendue dans le football. Par exemple, Manufrance (4000 salariés) dont on peut lire le nom sur le maillot des joueurs ; les Forges Stéphanoises (1500 salariés) qui n'hésitent pas à faire poser leurs dirigeants à côté du 11 stéphanois pour séduire les lecteurs d'*Usine Nouvelle*. Les Ceintures Gibot ; plusieurs chocolatiers régionaux se servent du label *Allez les verts* pour faire grimper leur chiffre d'affaires.

Une nouvelle technique commerciale vient de naître, les firmes stéphanoises invitent leurs meilleurs clients français et étrangers à assister aux grandes rencontres ; il est bien rare que des contrats importants ne soient pas conclus dans l'euphorie de la victoire.

Durafour, ministre du travail
et Maire de St-Etienne

ST-ETIENNE : un exemple de collaboration de classes.

Au-delà de l'hystérie verte qui a submergé journeaux et gadgets à la veille de cette rencontre, et qu'il faut mettre au compte de la manipulation de foule, il faut s'interroger sur le rôle de ce phénomène au niveau des travailleurs.

A la Régie Renault, les travailleurs ont gueulé parce que la direction a offert une Renault 5 TS à chaque joueur ainsi qu'aux dirigeants de St-Etienne. Seulement leur mécontentement portait surtout sur le fait que les équipes de nuit ne pourraient pas voir le match.

Autre exemple : le 22 octobre 75 dans l'après-midi, plusieurs centaines de métallos défilent dans les rues de St Etienne en réaction contre le chômage et la vie chère ; la manifestation croise des supporters écossais qui crient *Glasgow Rangers* (le match a lieu le soir même). En un instant, les mots d'ordre syndicaux sont remplacés par *Allez les verts*, et les banderolles CGT-CFDT disparaissent.

Au-delà de ces anecdotes significatives, il est important de se rendre compte que les affrontements de classes disparaissent derrière le ballon rond. Travailleurs et patrons se retrouvent dans les gradins des stades ou derrière leur TV, et s'identifient de la même manière aux joueurs.

A BAS LES NARCOTIQUES DU CAPITAL !

cfdt

Des *nuances* dans un débat général. *Nuances, vous avez dit nuances ?*

Effectivement, nous ne sommes pas de ceux qui voient dans l'amendement déposé par tel syndicat ou telle fédération une avancée de la lutte des classes. Les véritables intérêts des travailleurs sont ailleurs que dans ces batailles de procédures filtrées et arbitrées par les conseils nationaux et les commissions des résolutions.

En filigrane du texte majoritaire dont nous verrons plus loin à quels objectifs précis il répond, se profile une plate forme présentée par l'Union Régionale Rhône Alpes, la Santé, les PTT, Aquitex, le bois, les banquesqui, globalement se situent dans la mouvance CERES PSU.

Un peu plus gauchiste dans le ton, un peu plus près des luttes au niveau du discours, sur l'essentiel, pas de divergences. En ce qui concerne la transition du socialisme, par exemple, il n'est absolument pas question de s'attaquer à la destruction de l'état. La fédération Aquitex qui s'est ralliée à ce texte a, en outre, déposé un amendement sur les conseils ouvriers. Tous les groupes léninistes, qui, en bonne orthodoxie, cachent le parti révolutionnaire derrière les conseils ouvriers, ont alors pour Aquitex les yeux de Rodrigue pour Chimène ... manque de bol, l'amendement est rejeté avant le congrès... un congrès bidon...

Pour un syndiqué qui n'est pas dans l'appareil et encore le plus haut possible, il est pratiquement impossible d'avoir l'ensemble des textes qui ont été déposés, qui seront discutés, etc. C'est-à-dire qu'il est certain que beaucoup de sections de base (pas l'ensemble des délégués d'une boite, mais les syndiqués de l'entreprise) n'ont pu avoir un débat réel (information complète, discussion poussée...) sur les thèmes du congrès, dont le plus brûlant est la transformation en socialisme.

... qui entérinera l'orientation des 35 et 36èmes congrès, alors que va-t-il se passer ?

Eh bien, sur sa lancée, le 37è congrès confirmera la nécessité de l'union des forces populaires (?), de la planification démocratique (?) et mettra tous ses espoirs dans un gouvernement de gauche (*mais attention, faudra que les travailleurs veillent au grain*) et repoussera une nouvelle fois toute référence aux comités, qu'ils soient de grève ou de soutien.

Il n'en faut pas plus pour que le sommet de l'appareil ait les coudées franches lors des intersyndicales au sommet ou dans les rencontres syndicats-partis de gauche.

...une confirmation qui s'avérait nécessaire...

L'histoire récente (LIP, chômage, répression contre l'antimilitarisme) imposait à la CFDT de reprendre en main un certain nombre de structures, en bref, il s'agissait de mettre des garde - fou.

Certains syndicats ou unions locales ont soutenu le travail de sape mené par des soldats au sein de l'armée, ce n'était plus tolérable. Des circulaires confidentielles aux *cadres* syndicaux indiquaient récemment qu'il fallait faire gaffe aux comités de chômeurs impulsés par la CFDT car ils constituaient un cadre privilégié de l'initiative gauchiste. Là !

Dans tout ça, il faut mettre de l'ordre, il faut mettre au pas, d'où la tentative de transformer les unions locales dans lesquelles la bonne volonté militante sert de passe-partout, en union interprofessionnelle de secteurs (UIS) dans lesquelles les militants seraient délégués par leur syndicat d'origine, donc sur une ligne très précise. D'où également un effort sensible de *conformation* pour ceux qui sont susceptibles d'avoir des responsabilités. La ligne, ça s'acquiert, et un contrôle quasi policier de ce qui peut se dire dans les réunions, pour savoir ceux qui sont dans la ligne. Une organisation mise au pas, quoi de plus important pour avoir un rapport de force favorable à l'unité d'action avec la CGT, surtout dans la perspective d'un gouvernement de gauche.

Sur l'avenir des travailleurs dans cette perspective, la CFDT est plus discrète.

- Est-ce que la grève va devenir l'arme des trusts ?
- Est-ce-qu'il faudra retrousser nos manches et fermer nos gueules ?
- Et les bureaucrates ?... ne vous en faites pas !

On n'aboie pas avec la majeure partie de la gauche révolutionnaire pour essayer de vous piquer vos postes.

Vous n'arriverez pas à nous faire fermer nos gueules.

Sur ce, bon congrès !

G.C.L. LE MANS

CE QUI TUE LE MOUVEMENT, CE QUI TUE LES LUTTES, C'EST L'ISOLEMENT !

F.L. SE PROPOSE DE DEVENIR UN DES, OU LE CREUSET DE TOUT CE COURANT DE LUTTES ANTI-AUTORITAIRE, C'EST EN ENVOYANT DES ARTICLES, DES CRITIQUES ET SUGGESTIONS QU'ON ARRIVERA A TISSER LES LIENS D'UNE RÉELLE SOLIDARITÉ, D'UNE RÉELLE LIAISON DES LUTTES.

la Solidarité passe aussi par le soutien financier.

ABONNEZ-VOUS SOUSCRIVEZ !

THEATRE

LA PASSION DU GENERAL FRANCO

C'est une pièce de GATTI, quelque chose qui te prends aux tripes, un souffle de révolte, celle des camarades espagnols, les réfugiés et ceux de l'intérieur. Les gars qui jouent les acteurs comme on dit ne sont plus des acteurs, la scène y en a plus, sur le plan théâtral, GATTI va au delà de ce qui s'est fait, pas pas snobisme mais parce qu'il est profondément libertaire, le théâtre traditionnel t'es comme un con, c'est une illusion que tu vois, là pas de trucs pour t'écraser les individus *acteurs-spectateurs* sont comme dans une grande manif. Egaux, avec leur révolte et une explosion d'Espoir. Ils ont fini à Paris, mais bientôt ils seront en Province, camarades ne ratez pas çà. Allez les voir, mieux soutenez les ; c'est un acte militant.

« Ce sont les minoritaires qui changent le monde par échecs successifs »

A. GATTI

directeur de publication SEBBAH
Dépôt légal 42 447
imprimerie EDIT 71
9, rue A. Métivier 75020 Paris